

*l'Anti*capitaliste

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

n°735 | 26 décembre 2024 | 1,50 €



ZOOM

À la Une: Sainte-Soline
illégal! La lutte paie!

Page 2

INTERNATIONAL

États-Unis: Elon Musk,
«coprésident» de Trump

Page 4

HISTOIRE

Le socialisme dans
un seul pays

Page 5

SOUSCRIPTION

Un parti utile pour
changer le monde...

Page 8

Édito

Un gouvernement qui sent le sapin

Par **FABIENNE DOLET**

Y aura-t-il un gouvernement à Noël ? Telle était la question en septembre (voir l'Anticapitaliste n°720). Nous ne pensions pas en être au même point à la veille du réveillon. Avec plus de lassitude, néanmoins. Car, l'histoire se répète : après Barnier, Bayrou Premier ministre, qui une fois encore ne peut survivre sans la bienveillance de Marine Le Pen. Pour preuve, parmi les noms évoqués celui de Xavier Bertrand, qui n'a pas été au gouvernement depuis 2012, est un véritable casus belli pour le RN ! Du coup, retard et atteroiements. Encore ! Quant aux nominés, on prend les mêmes et on recommence. Valls au ministère des Outre-Mer, Darmanin à la Justice, Borne à l'Éducation. Bien sûr, Bayrou a vraisemblablement surestimé sa capacité à rassembler sur son seul nom, lui qui trente ans durant a voulu accéder à la fonction. Il a aussi sous-estimé bien des éléments de la situation : prendre un Falcone pour aller à Pau à l'heure de l'urgence climatique ; oublier Mayotte à l'heure de l'urgence sociale et démocratique et annoncer le gouvernement le jour du deuil national ; défendre le cumul des mandats, après avoir voté le non-cumul il y a dix ans ; mesurer qu'il n'a pas été élu depuis plus de vingt ans au Palais Bourbon...

Au-delà du personnage, c'est tout un projet qui prend l'eau. Le pays est divisé, et l'Assemblée nationale sortie des urnes en juillet en est le reflet. La cause : le projet de la bourgeoisie qu'incarnait Macron, et tous ces dirigeants qui ne veulent rien lâcher de leur politique antisociale et de cadeaux aux patrons alors que la situation sociale et écologique exige de penser autrement. Ils ont démantelé et dénigré la solidarité au nom du « ruissellement » et se sont érigés en rempart de l'extrême droite... pour finir en forteresse défendant les inégalités sociales et des politiques racistes. Le bateau coule, et il faudra bien plus qu'un « François Bayrou de secours », comme les macronistes surnomme le Premier ministre, pour surmonter le chaos qu'ils ont semé. Ce « gouvernement de revenants », comme titre *Libération*, fait de plus en plus figure de « gouvernement de pantins » aux mains du RN !

L'union nationale qui a été faite autour de la loi spéciale votée le 18 décembre (voir « Vous avez dit loi spéciale ? ») masque mal que l'ordre bourgeois, même éclairé, est mis à mal, donnant toujours plus de pouvoir à des magnats comme Bolloré ou Musk prêts à mettre en selle l'extrême droite et les pires défenseurs d'un ordre social raciste et injuste (voir page 4). Quelle que soit la durée du gouvernement Bayrou, il nous faut des résistances, plus fortes, et surtout des victoires pour qu'un projet de société émancipateur pour toutes et tous puisse voir le jour.

Bien dit

Les SyrienNEs exiléEs en Europe depuis des années doivent pouvoir poursuivre leur enracinement et leurs projets dans leur pays d'accueil, et les jeter sur les routes d'un retour forcé serait une façon de plus de piétiner leurs destins pour partie brisés par la guerre, tout en sabotant une potentielle force vive pour ce pays, qui verra revenir ses cerveaux et sa main-d'œuvre au rythme auquel les vies individuelles de chacunE le permettront.

TRIBUNE PARUE DANS MEDIAPART, « La gauche doit se tenir aux côtés du peuple syrien, sans tergiverser », le 19 décembre 2024.

À la Une

ÉCOLOGIE ET GRANDS PROJETS INUTILES

Sainte-Soline illégale ! La lutte paie !

Mercredi 18 décembre, la cour administrative d'appel de Bordeaux a jugé illégales les autorisations délivrées à quatre « réserves d'irrigation » du Poitou (autrement appelées bassines), dont celle contestée de Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres. Victoire limitée, mais victoire tout de même ! On ne va pas boudier son plaisir !

La lutte continue, et la dernière décision de justice donne raison à celles et ceux qui se sont battuEs pour empêcher la mise en place des mégabassines : Sainte-Soline et trois autres bassines (Saint-Sauvant, Mougou, Messé) ont été autorisées en dépit d'un vice de forme que la cour administrative d'appel de Bordeaux sanctionne aujourd'hui. En effet, le dossier de ces bassines aurait dû contenir une dérogation « espèces protégées », permettant en l'occurrence de passer outre la protection de la fameuse et protégée outarde canepetière !

Sainte-Soline : une bassine hors la loi !

Cela signifie que l'État, qui a déployé des moyens ahurissants pour aller au bout de ces projets, interdit les manifestations, pourchassé les opposantEs, l'a fait pour imposer une décision illégale !

Cela signifie que le ministre de l'Intérieur Darmanin, qui a mobilisé des forces sans précédent pour faire taire, quel qu'en soit le prix, les opposantEs, l'a fait pour imposer une bassine jugée illégale ! Que les dizaines de victimes, dont plusieurs très gravement blessées, ont payé de leur intégrité physique et morale un acharnement politiques digne d'un État autoritaire.

Cela signifie que la dissolution des Soulèvements de la Terre, suivant directement la manifestation de Sainte-Soline et depuis infirmée par le Conseil d'État, relevait d'un abus de pouvoir : tout cela pour un chantier illégal !

La lutte paie !

Grande est la détermination des opposants aux bassines ! Bassines Non merci, les collectifs locaux, la Confédération paysanne, les Soulèvements de la Terre, les dizaines d'associations, de syndicats, de partis politiques (dont le NPA), qui n'ont jamais rien lâché engrangent aujourd'hui un succès significatif pour clore en beauté l'année 2024 !

S'il faut donner crédit à la justice administrative d'avoir rendu une décision conforme au droit, en toute indépendance, semble-t-il, comme elle a cassé la dissolution des Soulèvements de la Terre, il serait risqué de se reposer sur elle pour obtenir des victoires contre la prédation capitaliste à l'encontre de la nature, contre la logique productiviste et extractiviste. Loin de nous l'idée selon laquelle ce

seraient nos mobilisations qui dicteraient aux juges leurs délibérations, et c'est très loin d'être le cas. En revanche, l'existence d'une mobilisation acharnée, le recours par les opposantEs à tous les moyens à leur disposition — pétition, manifestations, blocages, recours juridiques systématiques — établit un rapport de forces et un contexte social propice au débat public, à des décisions de justice qui respectent le droit et prennent en compte l'état de la société à un moment donné. C'est ce

LA JUSTICE SUSPEND L'AUTORISATION DE LA MÉGABASSINE DE SAINTE-SOLINE



CHARMAG

qu'il faudra continuer à faire pour l'A69, pour les inculpés du béton (voir page 6). Les exemples de Plogoff à la fin du 20^e siècle et de Notre-Dame-des-Landes au début du 21^e siècle le montrent : c'est l'articulation entre toutes les formes de luttes, les recours juridiques, les interpellations politiques, l'engagement massif des populations, le recours à des moyens déterminés voire radicaux qui, au bout du compte, peut entraîner une décision qui est, dans tous les cas, une décision politique !

Sur tous les fronts !

Les succès partiels entérinés par les tribunaux ne doivent pas nous endormir, bercés par la douce musique qui dirait : « j'ai confiance en la justice de mon pays ! » Bien au contraire, ils doivent être l'occasion de regonfler le moral des troupes : on obtient un délai, on enregistre une victoire partielle, que cela nous serve à repartir de l'avant, à préparer la suite des mobilisations ! On ne lâche rien ! Sur l'A69, sur les bassines, sur le béton et le nucléaire, comme sur tous les projets inutiles et néfastes, la lutte paiera si nous sommes capables de la maintenir jusqu'au bout à un haut niveau d'intensité !

Vincent Gibelin

À lire sur le site



Vous avez dit «loi spéciale»? par Victorine Laforge



Procès de Georges Ibrahim Abdallah: la victoire est-elle proche?, par E.M.



MAYOTTE, UNE POLITIQUE DE DÉVASTATION

Le cyclone Chido, de catégorie 4, a fait plus de dégâts que le cyclone Kenneth, lui aussi de catégorie 4, au-dessus de la Grande Comore, en avril 2019. En cause, la politique d'isolement de Mayotte du reste de l'archipel, due à une vision coloniale et répressive. Mayotte, c'est le plus grand bidonville d'Europe : quatre logements sur dix ne sont pas en dur. Et ce ne sont pas les opérations Wuambushu qui ont permis d'y changer quelque chose. Pleine solidarité et soutien aux habitantEs de Mayotte, et qu'il leur soit donné de décider pour eux-mêmes d'un développement de l'habitat social et des services publics, et de la libre circulation.

SANS-PAPIERS À la Gaîté Lyrique, une occupation pour la dignité et les droits des mineurs isolés

Depuis le 10 décembre 2024, la Gaîté Lyrique, lieu emblématique de la culture parisienne, est devenue le symbole d'une lutte fondamentale: celle des mineurs isolés de Belleville pour leurs droits et leur dignité.

Organisée par le Collectif des jeunes du parc de Belleville, cette occupation rassemble près de 250 jeunes, soit la quasi-totalité de celles et ceux qui dormaient dehors à Paris quelques jours auparavant. Soutenue par le lieu culturel lui-même, cette action met en lumière une situation intolérable dans une capitale qui se targue pourtant d'être une ville d'accueil.

Un combat pour des droits fondamentaux

Ces jeunes, qualifiés arbitrairement de « majeurs » à l'issue d'évaluations expéditives et souvent racistes, sont laissés dans un vide juridique et institutionnel. Après une décision de refus par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), ils et elles doivent saisir un·e juge pour enfants. Mais ce recours, qui peut prendre jusqu'à un an, les laisse sans hébergement, sans statut et sans protection, livrés à la rue.

L'occupation de la Gaîté Lyrique est donc à la fois un acte de survie et une revendication politique. Les mineurEs et leurs soutiens exigent un hébergement immédiat et digne, ainsi qu'une prise en charge effective par les institutions, comme l'impose pourtant la loi. Face à l'indifférence de l'État, ils et elles appellent également la mairie de Paris à réquisitionner les logements vides pour répondre à cette urgence.

Une organisation collective et exemplaire

Dans ce lieu investi, les jeunes s'auto-organisent avec une solidarité exemplaire. Chaque jour, ils assurent des repas chauds pour toutes (iels ont cependant besoin de dons), cohabitent avec les visiteurs et organisent des assemblées générales ouvertes, rassemblant des centaines de soutiens. Malgré les intimidations policières, comme l'intervention brutale du 14 décembre, où des agents



armés ont tenté d'interdire l'accès au lieu, la détermination du collectif reste intacte. La mobilisation s'amplifie, portée par un large réseau de soutien.

Cependant, face à l'urgence et à l'injustice criante, les réponses institutionnelles restent insuffisantes. La mairie, tout en se disant solidaire, oppose des discours défensifs, arguant d'un budget épuisé après les Jeux olympiques. Des promesses d'hébergement temporaire dans un lycée du 15^e arrondissement ont émergé, mais uniquement pour la période hivernale. Une solution précaire qui ne répond ni à la dignité ni à la pérennité réclamées par les occupantEs.

Une lutte politique contre le racisme et la précarisation

Le Collectif des jeunes du parc de Belleville dénonce avec force le racisme structurel qui sous-tend leur exclusion. Leur situation n'est pas le fruit du hasard ou d'un manque de moyens, mais bien la résultante de choix

politiques délibérés visant à précariser et criminaliser les migrantEs. Cette logique antisociale, qui piétine les droits les plus élémentaires, s'inscrit dans un système plus large de rejet des populations migrantes.

Au-delà des revendications immédiates, cette occupation met en lumière la nécessité d'une politique d'accueil fondée sur l'égalité des droits. La lutte des mineurEs isolés de Belleville rejoint celle de toutes les personnes précarisées et discriminées. Elle interpelle les forces de gauche, les syndicats et les collectifs solidaires: l'heure est à l'unité pour exiger un changement radical des politiques migratoires et sociales.

Revendications et appel à la mobilisation

Les revendications portées par les mineurs isolés et leurs soutiens sont claires:

- un hébergement immédiat et pérenne pour les 250 occupantEs;
- la reconnaissance de leur minorité et une prise en charge effective par l'ASE;
- l'arrêt des contrôles policiers et des expulsions ciblant ces jeunes;
- un accès à l'éducation, aux soins et à un accompagnement global pour leur insertion sociale.

Le NPA soutient pleinement cette occupation et appelle à une mobilisation massive pour répondre à ces exigences. Loin d'être des faveurs, ces revendications sont des droits fondamentaux, bafoués par des institutions qui préfèrent l'inaction.

Nous appelons toutes les forces progressistes, syndicats, collectifs et citoyenNEs à rejoindre cette lutte. Les rassemblements quotidiens à 18 heures devant la Gaîté Lyrique sont l'occasion de témoigner de notre solidarité et de faire grandir le mouvement. Ensemble, exigeons des solutions dignes pour ces jeunes et construisons une société fondée sur la justice sociale et l'accueil inconditionnel. Soutien aux mineurs isolés de Belleville, solidarité avec l'occupation de la Gaîté Lyrique!

Correspondante

ALLEMAGNE Volkswagen, pas encore la fin du partenariat social

En septembre 2024, les patrons de Volkswagen ont déclaré la crise du deuxième constructeur automobile mondial et ont annoncé des coupes sévères.

Adaptation ou résistance?

Cette acceptation précoce des plans de coupes drastiques s'inscrit dans l'orientation stratégique de la direction d'IG Metall des dernières décennies: devenir un co-manager actif de la transformation néolibérale du monde du travail en Allemagne.

Près de 300 000 emplois sont menacés dans le secteur automobile, sous-traitance comprise, mais le comité directeur d'IG Metall a décidé de ne pas exiger de réduction du temps de travail lors des négociations collectives de 2024 pour l'ensemble de l'industrie métallurgique et électrique allemande (M+E). Il a réclamé une augmentation des salaires, tout en acceptant une conclusion rapide d'une hausse des salaires conventionnels de seulement 2% environ. Dans les faits, la direction d'IG Metall a également sapé la solidarité nationale avec les travailleurs de Volkswagen.

En effet, le 1^{er} décembre, l'obligation de paix sociale légale a pris fin dans le conflit portant sur une nouvelle convention collective d'entreprise pour environ 120 000 salariéEs. Ce n'est qu'après qu'IGM a pu appeler à des grèves d'avertissement pour une hausse des salaires de 7%, identique à celle de M+E. Le 2 décembre et le 9 décembre, IG Metall a compté environ 100 000 grévistes à chaque fois.

Une réduction des coûts de 15 milliards d'euros par an

Lors de la cinquième table de négociations entamées le 16 décembre, l'appareil d'IG Metall

n'a pas organisé de nouvelles grèves d'avertissement, envoyant un signal de sa volonté de faire des concessions.

Un accord a été trouvé le 20 décembre. Certes, Volkswagen renonce à fermer des sites, mais l'avenir des petites usines d'Osnabrück et de Dresde n'est assuré que jusqu'à mi-2027 et fin 2025. Les salariéEs doivent payer la prolongation de la « garantie de l'emploi » jusqu'à fin 2030 par la suppression « socialement acceptable » de 35 000 emplois, sans licenciements secs. Des baisses de salaire sensibles ainsi qu'une augmentation du temps de travail d'une à deux heures par semaine sont convenues.

Volkswagen table désormais sur des « réductions de coûts » à moyen terme de 15 milliards d'euros par an. La baisse des salaires et la réduction des capacités de production devraient représenter environ 4 milliards par an. Le capital sera ravi!

Face à cette nouvelle adaptation de la direction d'IG Metall aux intérêts du profit, les militantEs syndicaux sont encore plus appelés à présenter une alternative combative — fondée sur la politique sociale, climatique et des transports — à l'illusion toxique du « partenariat social ». La réduction du temps de travail, les votes et les grèves forcées ne doivent plus être tabous. L'heure est à la résistance solidaire commune contre une vision par en haut de la lutte de classes et le danger fasciste. Ce n'est qu'ainsi que le contre-pouvoir syndical pourra à nouveau se renforcer.

Heinrich Neuhaus

No comment

N'opposez pas les gens! Si vous opposez les gens on est foutu, parce que vous êtes contents d'être en France. Parce que si c'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde!

EMMANUEL MACRON, le 20 décembre à Mayotte.

Agenda

Samedi 11 janvier, «Alliance des tours et des bourgs, chiche?», Pantin (93).

À 14h à la Dynamo, 9, rue Gabrielle Jossierand à Pantin.

Samedi 11 janvier, manifestation contre le racisme et colonialisme: «Pas de statue pour Bigeard!»,

Toul (54). À 14h à la gare de Toul.

Projections du film documentaire Rouge, la couleur qui annonce le journal:

Lundi 20 janvier, en présence d'Edwy Plenel, Lyon.

À 19h au cinéma Duchère, 308, avenue Andreï Sakharov, Bus C6, C14, 21, 66 et 89, arrêts Duchère Piscine ou Duchère Balmont. Réservations: cineduchere@orange.fr

Vendredi 31 janvier, en présence d'Olivier Besancenot, Carmaux (81).

À 19h au Ciné Clap, 3, avenue Jean Jaurès.

Jedi 20 février, Bressols (82). À 19h au cinéma La Muse, Route de Lavaur à Bressols.

Le prochain numéro de **l'Anticapitaliste** sortira le jeudi 9 janvier 2025.

Bonne fin d'année



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Tirage:
1800 exemplaires

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Directrice de publication:
Penelope Duggan

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction:
Fabienne Brifault

Numéro ISSN:
2269-3696

Maquette:
Ambre Bragard

Commission paritaire:
0424-C-93922

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

IMPRIM'VERT®

ÎLE MAURICE

La volonté de changement

L'opposition de l'alliance progressiste a battu la coalition Lepep du gouvernement sortant lors des élections du 10 novembre à l'île Maurice.

Les résultats sont sans appel. Avec 62% des voix, les opposants des différents partis remportent la quasi-totalité des sièges à l'assemblée selon la règle «le gagnant remporte tout.»



Ashok Subron, dirigeant de Rezistans ek Alternativ (ReA) et ministre des Affaires sociales à Maurice. DR

Vaines manœuvres

Ces élections ont été marquées par le scandale des écoutes. Le pouvoir a organisé un système d'espionnage de grande envergure visant les voix dissidentes, des journalistes, des avocats et militants associatifs. Une dérive autoritaire qui s'est amplifiée quand le gouvernement s'apprêtait à couper le réseau internet. Devant le tollé qu'a suscité ce projet, le pouvoir s'est ravisé dans un pays connu pour sa stabilité démocratique. Pravind Jugnauth, le Premier ministre sortant, pensait que l'accord passé avec la Grande-Bretagne sur les îles Chagos lui donnerait un bonus. Cet accord, présenté comme le retour de la souveraineté de Maurice sur l'archipel est sujet à des critiques. Il a été élaboré en l'absence des Chagossiens, en dépit de leurs demandes répétées d'être associés. Ils ont été chassés de leur île par le gouvernement britannique à la fin des années 1960. De plus, la Grande-Bretagne conserve des droits souverains sur la principale île Diego Garcia avec une interdiction de retour des habitants sur leur terre et le maintien d'une base militaire octroyée aux États-Unis. En parallèle, la situation économique est marquée par un affaiblissement de la croissance, un niveau d'inflation impactant les populations les plus pauvres, un taux de chômage des jeunes atteignant près de 20% et un fort taux d'inégalité.

Dynastie et écosocialisme

Dans leur grande majorité, les Mauriciens ont sanctionné le gouvernement et porté au pouvoir Navin Ramgoolam. Un politicien qui a été par deux fois Premier ministre et qui lui-même est accusé de blanchiment d'argent. La politique à l'île Maurice est avant tout accaparée par deux dynasties, les familles Jugnauth et Ramgoolam qui ont depuis l'indépendance présidé aux destinées du pays. Leur politique est similaire dans l'accompagnement de la mutation du pays d'une économie sucrière puis manufacturière avec l'industrie du vêtement, vers une économie tournée vers la finance et le tourisme. Les deux organisations de la gauche radicale existant dans le pays, Lalit et Rezistans ek Alternativ (ReA), ont fait des choix politiques différents. Lalit a présenté seule six candidats, tandis que ReA a intégré l'alliance progressiste en négociant trois mandats de députés. Son dirigeant, Ashok Subron, a été nommé ministre des Affaires sociales. Un de ses premiers discours officiels s'est tenu pour la Journée internationale du handicap. À cette occasion, il a prôné un changement d'approche en ciblant les causes sociales économiques et environnementales qui favorisent le handicap, comme la mauvaise alimentation, les maladies et accidents professionnels, la pollution, etc. Un ministre écosocialiste aux Affaires sociales dans un gouvernement est suffisamment rare en Afrique pour qu'on puisse s'en réjouir même si la vigilance reste de mise.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS **Elon Musk, «coprésident» de Trump**

Elon Musk, l'homme le plus riche du monde (430 milliards de dollars de fortune personnelle), est devenu il y a quelques mois un des conseillers du président élu Donald Trump. Aujourd'hui, il est devenu bien plus. Les politiciens et les médias le qualifient désormais de «président fantôme», de «coprésident» ou même de «président Musk».

Musk, qui a contribué à hauteur de 277 millions de dollars à la campagne de Trump, a pratiquement campé à Mar-a-Lago (résidence privée de Trump en Floride), où le président élu a demandé au milliardaire de la technologie d'écouter des appels avec des dirigeants étrangers tels que Volodymyr Zelensky. Accompagnant Trump, Musk a également eu accès à Emmanuel Macron lors de la réouverture solennelle de Notre-Dame et à la Première ministre italienne Giorgia Meloni lors d'une réunion officielle à New York. À l'heure actuelle, Musk semble être présent à chaque appel et commenter chaque décision.

Musk au centre du jeu

Musk s'est d'abord enrichi grâce à PayPal, puis à la voiture Tesla et aux fusées Space X. Il a été autrefois plus ou moins un libéral qui envisageait un avenir environnemental utopique basé sur les véhicules électriques. Mais lorsqu'en 2021, le président Biden a convoqué une réunion des constructeurs automobiles, dont General Motors, Ford et Stellantis, ainsi que l'United Auto Workers, pour discuter de l'avenir des véhicules électriques, Musk n'a pas été invité parce qu'il était farouchement antisynical. Snobé, Musk a commencé à complètement se tourner vers la droite. Il a acheté Twitter, l'a ouvert aux extrémistes de droite



WIKIMEDIA COMMONS

et l'a utilisé pour influencer ses 208,5 millions de followers personnels.

La semaine dernière, Musk a fait deux choses qui l'ont placé au centre de l'attention. Tout d'abord, alors que le Congrès était sur le point d'adopter un projet de loi budgétaire de compromis bi-partisan afin d'éviter un arrêt des activités (shutdown) gouvernementales, Musk est intervenu avant Trump, appelant les Républicains à bloquer ce projet. Donald Trump s'y est également opposé parce que le plafond de la dette publique risquait de lui lier les mains lorsqu'il prendrait ses fonctions, puisqu'il souhaite réduire les impôts et mettre en œuvre des programmes coûteux tels que l'expulsion de 11 millions d'immigrés. Les Républicains ont donc tué le premier projet de loi de compromis.

Une victoire pour Musk

La motivation de Musk n'était pas principalement liée au plafond de la dette, mais au fait que le projet de loi contenait des dispositions qui auraient rendu plus difficile l'investissement en Chine, où la Tesla Gigafactory, située à Shanghai, produit une voiture toutes les 30 secondes. En moins de quatre ans, Tesla a exporté un million de voitures depuis la Chine. Aujourd'hui, Musk construit une deuxième usine, une usine de batteries, à Shanghai également. Les Républicains et les Démocrates de la Chambre des représentants se sont finalement mis d'accord sur un nouveau projet de loi budgétaire, tout en laissant le plafond de la dette en place, mais sans la restriction sur les investissements en Chine. Une défaite pour Trump, mais une victoire pour Musk. Tout cela laisse à penser que Trump

devra relever des défis au sein du nouveau Congrès, car il ne peut pas contrôler les faucons budgétaires républicains qui s'opposent à toute augmentation du budget.

Soutien explicite de Musk à l'extrême droite européenne

Deuxième exemple des activités de Musk : alors que l'Allemagne traverse une crise politique en raison de l'effondrement du gouvernement d'Olaf Scholz, un social-démocrate à la tête d'une coalition centriste de trois partis, Musk a tweeté son soutien à l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), un parti d'extrême droite néonazi. Interviewé par CNN, le sénateur Chris Murphy, Démocrate du Connecticut, a déclaré : « Ce que pense Elon Musk tend à devenir ce que pense le président des États-Unis. Et si les États-Unis prennent une position officielle en faveur des néonazis en Allemagne, je pense que c'est absolument catastrophique. »

Le soutien de Musk à l'extrême droite allemande n'est pas unique. Il soutient également le vice-Premier ministre italien Matteo Salvini, chef du parti anti-immigration de la Ligue, et le parti Reform UK de Nigel Farage, également anti-immigration, et prévoit de lui faire un don important. Musk pourrait influencer Trump, mais ce n'est peut-être pas nécessaire. Dès le jour de l'élection, Trump avait en effet accueilli ses « amis allemands », parmi lesquels figurait Philipp-Anders Rau, candidat de l'AfD. Le conseiller de Trump, Steve Bannon — récemment sorti de prison après avoir purgé quatre mois pour outrage au Congrès pour ne pas avoir répondu à une citation à comparaître — travaille depuis des années à la construction d'une internationale brune. Tout cela suggère que le fascisme sera un facteur et pourrait même avoir un avenir en Amérique.

Dan La Botz

GAZA **Les horreurs du camp d'Ofer**

Les détenus du mystérieux nouveau camp israélien sont confrontés à des abus constants, qu'il s'agisse de passages à tabac mortels, de chocs électriques, de menottes constantes ou de maladies de la peau.

En février, Rami a été arrêté par l'armée israélienne à l'hôpital Al-Shifa de Gaza. Ce Palestinien de 42 ans a été emmené au tristement célèbre centre de détention de Sde Teiman, où, comme des milliers de Gazaouis détenus dans ce centre, il a subi de graves sévices de la part des gardiens. Mais il a rapidement été transféré au camp d'Ofer, une installation militaire qu'Israël a mise en place pendant la guerre actuelle pour détenir les prisonniers de Gaza, située entre Jérusalem et Ramallah, en Cisjordanie occupée.

Des témoignages accablants

+972 et Local Call ont obtenu les témoignages de 19 Palestiniens, dont certains sont des détenus actuels qui se sont exprimés par l'intermédiaire de leurs avocats du groupe israélien de défense des droits de l'homme HaMoked, et d'autres qui ont été détenus au camp d'Ofer avant d'être relâchés dans la bande de Gaza. Ils ont révélé des conditions « similaires, et dans certains cas identiques » à celles de Sde Teiman, comme l'a expliqué l'avocate Nadine Abu Arafah de HaMoked. Les Palestiniens d'Ofer déclarent être menottés et, dans certains cas, enchaînés par les pieds 24 h/24, même pour dormir, manger et aller aux toilettes, à l'exception d'une brève douche autorisée, au mieux, une fois par

semaine. Ils décrivent également les coups réguliers que leur infligent les gardiens — dans un cas, jusqu'à la mort — ainsi que les humiliations permanentes, la surpopulation extrême et l'absence d'hygiène de base. Les Gazaouis détenus au camp d'Ofer, qui est adjacent à la prison du même nom, font partie des détenus palestiniens qu'Israël considère comme des « combattants hors-la-loi ». En tant que tels, ils font l'objet d'une procédure judiciaire très brève : il s'agit d'une audience de trois minutes, menée via Zoom, au cours de laquelle ils sont accusés de « soutenir la terreur », et à la suite de laquelle leur détention est prolongée de six mois ou jusqu'à « la fin de la guerre ».

Hors-la-loi

Selon HaMoked¹, 1772 « combattants hors-la-loi » seraient détenus dans les prisons israéliennes sous la juridiction de l'administration pénitentiaire israélienne (IPS) au mois de décembre 2024. Bien que l'armée n'ait pas révélé le nombre exact de personnes détenues au camp d'Ofer, les estimations suggèrent que des centaines y sont actuellement détenues. [...] Pour les détenus, rencontrer un avocat peut être la seule occasion qu'ils ont de quitter leur cellule. « Il n'y a ni papier ni stylo, nous ne pouvons donc pas déposer de plainte », note

un détenu arrêté à Khan Younis en février. « Nous essayons de faire des demandes par l'intermédiaire du shawish [un prisonnier parlant hébreu chargé de faire le lien avec les gardiens], mais la situation ne s'améliore pas. Je rêve de voir la lumière du soleil, ne serait-ce qu'une fois. »

Mais les visites des avocats ont également eu un coût élevé pour les autres détenus. Un jeune homme de 26 ans a témoigné que lorsqu'un avocat rencontre un prisonnier, tous les autres prisonniers de la cellule sont sortis et enchaînés, les yeux bandés et forcés de s'allonger pendant toute la durée de la visite. « Je prie pour que [les avocats] ne viennent pas nous rendre visite, a-t-il déclaré. C'est le cauchemar de tous les détenus. »

Oren Ziv, 19 décembre 2024, texte intégral à lire sur agencemediapalestine.fr

1 - <https://hamoked.org/>

À lire sur le site



À Gaza, mourir n'est qu'une question de temps, par Marie Schwab

Le socialisme dans un seul pays

Le chiffre

38 000

C'est le nombre de communistes physiquement liquidés par le Kuomintang en 1927 en Chine.

Le 20 décembre 1924, 11 mois après la mort de Lénine, Staline lance l'idée du socialisme dans un seul pays sous forme de slogan. L'idée fait son chemin jusqu'à devenir une théorie qui sera adoptée au 14^e Congrès du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique). **Patrick Le Moal** et **Laurent Ripart** éclairent la naissance de la théorie et sa postérité.

Les conséquences de la défaite de la Révolution allemande

La vague révolutionnaire commencée en Russie en 1917 qui avait déferlé sur l'Europe à partir de 1918, est stoppée avec l'échec de la révolution allemande en octobre 1923.

Cet échec donne un répit à la bourgeoisie européenne. Le plan Dawes qui aménage des versements de l'Allemagne au titre des réparations de la guerre, tout en permettant au capitalisme allemand de se relever, redessine un arc opposé à l'Union soviétique. Tout cela dans un monde capitaliste en mutation : le glissement du centre de Londres vers Washington, la mise en mouvement des pays coloniaux et semi-coloniaux. Il renforce également la bureaucratie montante en Union soviétique, autour de la troïka Zinoviev, Kamenev et Staline qui fait régner un régime de plus en plus autoritaire.



Grigory Ordjonikidze, Joseph Staline et Anastase Mikoïan en 1925. DR

La bureaucratisation

Lénine, très malade depuis 1922, meurt en janvier 1924. Les dénonciations du « régime de dictature d'une fraction dans le parti » sont écartées, alors que s'engage une offensive contre ceux qui ne désespèrent pas de la révolution mondiale, dont les trotskistes, sous deux formes.

D'une part la bolchévisation, la reprise en main par la bureaucratie soviétique des directions des partis communistes, l'instauration d'une discipline stricte. En URSS, tous les opposants sont progressivement expulsés des fonctions dirigeantes.

D'autre part par la théorie du socialisme dans un seul pays. Les bolcheviks pensaient que la victoire définitive du socialisme dans un seul pays, surtout paysan comme la Russie, n'était pas possible sans victoire dans plusieurs pays avancés.

Qu'en est-il dès lors que l'extension de la révolution socialiste est pour le moment fermée ?

Le socialisme dans un seul pays, contre la restauration du capitalisme

Dès 1924, Staline avance une autre vision de l'avenir : on peut construire le socialisme dans un seul pays, mais pour le protéger contre les interventions étrangères et contre la restauration du capitalisme, il faut des victoires ailleurs. C'est une réponse adaptée aux tendances bureaucratiques qui se développent dans l'appareil d'État et le parti bolchevik, sur fond de fatigue générale et de découragement des masses ouvrières. À partir de ce moment, la bureaucratie du Kremlin renonce à la révolution socialiste mondiale

et soumet tous les développements de la lutte de classe à ses besoins. Cette orientation a des conséquences majeures, comme lors de la grève générale en Grande-Bretagne où le maintien d'un comité contre l'intervention en URSS est plus important que la lutte contre la trahison de la direction syndicale.

Plus dramatiques encore dans la deuxième révolution chinoise en 1926 et 1927. L'unité du Kuomintang, cette organisation nationaliste bourgeoise anti-impérialiste soutenue par l'URSS, est percutée par la montée des luttes ouvrières qui pose le problème du contenu de classe de la libération nationale. En 1927, lors des insurrections de Shangai et Canton et le soulèvement de Wuhan, l'armée du Kuomintang massacre les ouvriers pour écraser la révolution en cours. On évalue à 38 000 le nombre de communistes physiquement liquidés. C'est bien un tournant majeur du rôle de l'Internationale qui vient de se produire, l'instauration d'une politique consciente de la bureaucratie faisant dépendre les luttes révolutionnaires de son maintien au pouvoir.

Patrick Le Moal

La bureaucratie du Kremlin renonce à la révolution socialiste mondiale et soumet tous les développements de la lutte de classe à ses besoins

Quand les partis trouvent des voies nationales vers le socialisme

La victoire de Staline conduit les partis communistes à penser la révolution à travers le concept de « la construction du socialisme dans un seul pays ».

Dans sa version la plus criminelle, cette conception aboutit à la construction maoïste d'États totalitaires et autarciques. Dans une version plus « douce », elle amène à la progressive transformation des partis communistes en forces souverainistes.

Compter sur ses propres forces

La Chine offre un exemple de stalinisme radical, où le régime maoïste expliquait que le pays ne peut « compter que sur ses propres forces », ce qui l'amène à rompre ses relations avec le reste du monde, y compris même avec l'Union soviétique. Exaltant les valeurs nationales et le rejet de toute influence étrangère, le régime chinois entame un développement autarcique, privé de tout capital extérieur, fondé sur l'exploitation féroce d'une main-d'œuvre asservie par l'État communiste. La Chine ouvre ainsi une voie qu'empruntent à leur tour des pays comme l'Albanie, la Corée du Nord ou le Cambodge, qui reprennent à leur compte le modèle chinois de fermeture

des frontières et de rejet de tout contact avec l'étranger, y compris les pays du bloc soviétique. Sans commerce ni capitaux extérieurs, ces États se développent en autarcie en se fondant sur un servage étatique et surtout une exploitation de nature esclavagiste de prisonniers politiques. Ils sont conduits à rompre de plus en plus ouvertement avec l'internationalisme pour de nouvelles idéologies nationalistes et despotiques, à l'exemple du Juche, l'idéologie officielle du régime nord-coréen.

De la « voie nationale » au souverainisme

Les partis communistes qui continuent à se situer dans le cadre du bloc soviétique évitent ces dérives dramatiques, en maintenant un cadre minimal d'échange avec les autres pays socialistes. Il leur faut toutefois gérer une contradiction, qui les amène à développer des mots d'ordre de construction nationale, tout en se pliant à la volonté stalinienne qui vise à les soumettre aux intérêts propres de la bureaucratie russe. Cette contradiction est particulièrement évidente dans le cas yougoslave, où le parti communiste a dirigé une puissante résistance nationale face à la domination nazie. Invoquant ses objectifs nationaux de construction socialiste, le dirigeant yougoslave Tito finit par rompre avec

Staline, pour construire un État socialiste indépendant de la bureaucratie russe, qui a pratiqué une certaine ouverture extérieure, tout en s'appuyant sur un appareil policier qui réprime féroce toutes les dissidences. D'une manière plus générale, le dogme de la construction du socialisme dans un seul pays a conduit les partis communistes à développer des projets nationaux qui rendent compliqués leurs liens avec Moscou. Tel est le cas en France du parti communiste, qui après avoir changé de nom dans les années 1930 pour devenir « parti communiste français », s'engage de plus en plus dans une voie nationale. Dans les années 1970, le PC«F» met ainsi au premier plan sa politique de construction d'un « socialisme à la française », en affirmant que le caractère républicain de la France lui impose de renoncer à la dictature du prolétariat et plus généralement à la révolution. En affaiblissant la boussole communiste, la crise puis la disparition de l'Union soviétique ont renforcé les tendances nationalistes de ces PC. Peinant à se réclamer d'un socialisme qui a perdu sa force d'attraction, ils

drapeau tricolore de la grande révolution française
drapeau de la nation
drapeau rouge de la classe ouvrière et du socialisme



Affiche du PCF éditée en 1968.

ne conservent souvent plus qu'une idéologie de construction nationale, qui les amène de plus en plus à se construire comme des forces souverainistes. Dans les anciens pays de l'Est, les PC sont devenus des partis nationalistes, tandis qu'à l'Ouest, leur ligne a évolué vers le chauvinisme et un repli conservateur, dont les positions de Fabien Roussel constituent un parfait aboutissement.

Laurent Ripart

Dans les années 1970, le PC«F» affirme que le caractère républicain de la France lui impose de renoncer à la dictature du prolétariat et plus généralement à la révolution

AUTOMOBILE Nouvelles menaces sur la Fonderie de Bretagne

Fondeurs, oui! Chômeurs, non!
Ce slogan résume la volonté des 350 salariéEs de la Fonderie de Bretagne à Caudan (56) qui luttent depuis plusieurs années contre les effets des restructurations de l'industrie automobile et pour le maintien de leurs emplois. Mais la décision de Renault de se désengager, annoncée vendredi 20 décembre, à la veille des fêtes, pourrait signer la fin de l'usine et le chômage pour ses salariéEs.

Le désengagement de Renault, principal client, s'inscrit dans une politique globale. Les constructeurs automobiles, à la recherche du profit maximum, et dans le cadre de la crise touchant tout le secteur, ont procédé depuis plusieurs années à l'abandon ou à l'externalisation de nombreuses activités et notamment des fonderies. Ils ont souvent fait le choix de délocaliser, entraînant des milliers de licenciements dans la branche malgré des luttes importantes. Celles-ci, faute de coordination, ont été défaits boîte par boîte.

Renault contraint de maintenir la production abandonne

Les salariéEs de la Fonderie de Bretagne ont une tradition de lutte ancienne. Avec leur syndicat CGT, ils ont réussi depuis 2009, par plusieurs grèves longues, à contraindre Renault à maintenir la production et donc l'emploi malgré une baisse des effectifs et la vente à des repreneurs — fonds d'investissement avides de profits rapides — bénéficiant de subventions publiques importantes. Engagées depuis quelques mois, les négociations avec un nouveau repreneur devaient permettre la poursuite de l'activité et sa diversification. La condition étant que Renault s'engage à fournir des volumes jusqu'en 2028 afin d'assurer la transition. Le constructeur vient donc de refuser ce geste, contraignant le repreneur à renoncer. La direction de l'usine annonce que les fonds disponibles ne permettront pas de maintenir l'activité au-delà de quelques mois, voire quelques semaines. Sous le choc, les salariéEs ont quitté l'usine et n'y reviendront qu'en début d'année. Une procédure de sauvegarde va être engagée par le tribunal de commerce.

Un État hypocrite

L'État, actionnaire de Renault à hauteur de 15%, révèle toute son hypocrisie lorsque le ministre de l'Industrie démissionnaire déplore l'attitude du constructeur. Comme le dit justement un responsable CGT de l'usine : « C'est Renault qui a la mainmise sur l'État, on a un État faible et il s'est engagé trop tard dans le dossier »¹. De fait, l'État et le gouvernement sont au service des capitalistes et laissent faire comme le montrent récemment les vagues de suppressions d'emplois notamment chez Michelin à Vannes dans le même département où 300 licenciements vont avoir lieu. Seul un rapport de forces pourra leur imposer de maintenir les emplois. Nul doute que début janvier, les salariéEs décideront des actions à mener. Les forces syndicales et politiques du Pays de Lorient devront les soutenir unitairement. Il n'y aura pas de solution durable sans mobilisation, sans mettre en avant la nécessité d'un moratoire ou d'une interdiction des licenciements, et sans chercher à imposer la réquisition-socialisation afin de garantir l'emploi et de préparer les transformations nécessaires des productions pour lutter contre le réchauffement climatique.

Correspondant

1 – Rapporté par Ouest France du 20 décembre 2024.

À lire sur le site



Nacer Zouali doit rester sur le territoire



MobiliséEs contre les saignées budgétaires et les suppressions de postes à la Région Pays de la Loire

BÉTON Procès Lafarge contre les écolos : une dérive autoritaire de la justice

En avril 2024, 17 personnes ont été interpellées pour avoir prétendument participé à une action de « désarmement » de l'usine Lafarge à Val de Reuil. Après des jours de garde à vue par la section antiterroriste (SDAT), huit furent relaxées. Les 19 et 20 décembre, les neuf autres comparaissaient devant le tribunal d'Évreux.

Les arrêts d'interdiction de la mairie et de la préfecture ayant été déboutés, plusieurs centaines de soutiens dont des militantEs du NPA-l'Anticapitaliste d'Alençon, Évreux, Louviers, Rouen, Le Havre et Paris se sont rassemblés au plus près du tribunal. Au terme de ces deux jours, 5 sont relaxés (mais 3 écopent de 400 euros d'amende pour refus de signalétique), les 4 autres, dont 2 du NPA-l'Anticapitaliste, écopent de 6 et 10 mois de prison avec sursis. Cette condamnation ouvre sur l'audience au civil concernant les demandes de dommages et intérêts que Lafarge a estimés à 450 000 euros. Si l'accusation de séquestration est rejetée pour tousTEs, l'association de malfaiteurs est retenue. Si le dossier accumule les erreurs de procédures et les pièces rejetées, l'objectif pour le pouvoir est atteint : faire un symbole et criminaliser les militantEs écologistes, les intimider et diviser leurs soutiens.

L'antiterrorisme contre les militantEs

On le sait depuis Sivens et Sainte-Soline, en passant par Notre-Dame-des-Landes et Bure, la répression s'abat de plus en plus violemment pour faire mal, faire peur et dissuader de participer aux luttes écologistes. Comme l'a rappelé Olivier Besancenot



DR

présent le 19 décembre dès 8 heures devant le tribunal d'Évreux, le terme « écoterrorisme », inventé par Darmanin, ne sert qu'à justifier l'emploi de l'arsenal antiterroriste pour réprimer les mobilisations écologistes. Pourtant, c'est bien Lafarge qui repassera en jugement fin 2025 pour avoir financé l'État islamique et le terrorisme. Et là, pas de SDAT pour Lafarge. Lors des tables rondes, l'avocate Marie-Laure Guislain, membre de l'asso Sherpa¹, autrice du livre *Le libéralisme va-t-il mourir, comment faire pour que ça aille plus vite?*, a rappelé que la condamnation de Lafarge pour maltraitance de travailleurs syriens avait ouvert une jurisprudence sur le « devoir de vigilance des multinationales » par rapport aux droits humains. Joël de Bure

et deux autres militantEs d'autres affaires, tous trois encore en procès, ont largement montré les méthodes inquisitoriales, de surveillance, de perquisitions répétées, d'interrogatoires musclés, d'intimidation qui ont cours aujourd'hui. Cathy Billard est intervenue pour le NPA-l'Anticapitaliste sur le contexte politique de la criminalisation des militantEs écologistes, syndicaux, du soutien aux PalestinienNEs, mais aussi des jeunes des quartiers populaires.

Less béton!

Le béton impliqué dans la crise climatique (8% des émissions de gaz à effet de serre) est utilisé davantage pour la fabrication de profits pour les cimentiers qu'à des fins socialement utiles. Un chercheur a expliqué que

le béton qui se dégrade dans le temps, nécessite une maintenance qui n'est pas faite sur les immeubles. À terme, il faut donc les démolir et reconstruire (programmes ANRU). Un gâchis énorme. De plus, comme l'a exposé Jean-Michel Basset, élu local, cette industrie extractiviste (granulats, sable) mite les territoires, comme la vallée de la Seine, laissant des carrières qu'il faut remblayer, par exemple avec les gravats du Grand Paris! Au nom des loisirs (pêche, promenade...) des carrières restent dans le paysage. La bétonisation croissante est à stopper. À commencer par l'arrêt des projets routiers. Comme l'a rappelé Sophie Ozanne, les autoroutes et la logique du tout-béton conditionnent l'organisation et l'occupation des espaces. Maintenir 10% du territoire en « protection forte », c'est une orientation politique différente que de développer les zones de logistique.

Et maintenant?

Le NPA-l'Anticapitaliste continuera à s'impliquer dans les luttes écologistes et sera bien sûr aux côtés des camarades condamnés pour la suite. La lutte continue.

CorrespondantEs

1 – Sherpa: asso d'experts, d'avocats... qui défendent les victimes des crimes économiques.

ÉGALITÉ DES DROITS Toujours mobiliséEs pour la journée internationale des migrantEs!

À l'occasion de la Journée internationale des migrantEs, une cinquantaine de mobilisations étaient prévues entre le 14 et le 18 décembre partout en France, à l'appel de la Marche des Solidarités et des Collectifs de sans-papiers.

Plus de 300 organisations nationales et locales ont signé l'appel de la Marche des Solidarités, pour dénoncer la montée du racisme en France. De la « loi Darmanin » sur l'immigration votée début 2024, au projet de « loi Retailleau » qui se prépare avant la censure du gouvernement (et qui est toujours d'actualité puisque Retailleau pourrait se maintenir dans le gouvernement Bayrou), en passant par la perspective de l'arrivée du RN au pouvoir : face à l'offensive raciste, les signataires appellent à la désobéissance civile, à la résistance et à la lutte.

Bienvenue aux migrantEs

À Paris, près de 10 000 personnes ont manifesté le samedi 14 décembre au départ de la place de Clichy pour rallier la place de la



Le 18 décembre à Grenoble. NPA-l'ANTICAPITALISTE

République. Par exemple, dans le cortège, le Collectif des Jeunes de Belleville, composé de mineurEs isoléEs, appelait à soutenir leur lutte à la suite de leur occupation de la Gaîté lyrique depuis le mardi 10 décembre (voir page 3). Près de 250 jeunes exigent une solution d'hébergement digne et immédiate et une prise en charge effective de la part des institutions, comme la loi l'exige. Le mercredi 18 décembre, la Marche des Solidarités a initié un meeting unitaire d'organisation de la suite de la mobilisation, avec la présence de plus de 500 personnes à la Bourse du Travail de Paris.

Parmi les autres rassemblements où des camarades du NPA-l'Anticapitaliste étaient présentEs le 18 décembre malgré la pluie, on peut citer : Rennes, environ 800 personnes étaient présentes, avec beaucoup de personnes migrantes en lutte issues de gymnases occupés, de squats avec beaucoup de jeunes en tête de cortège ; Grenoble, avec la présence de 600 personnes à la suite d'un appel signé par une cinquantaine d'organisations ; Rouen, 500 personnes ; Le Havre, 200 personnes à l'appel d'une douzaine d'organisations ; Perpignan, 200 personnes derrière la banderole « Bienvenue aux migrantEs — Chez nous, c'est chez vous! », à la suite d'un appel signé par 28 organisations ; Romans-sur-Isère, 130 personnes à l'appel de l'Asti, signé par 24 organisations.

On peut toutefois regretter l'absence de couverture de ces mobilisations par les médias nationaux.

Résister, continuer le combat

Partout en France, le NPA-l'Anticapitaliste était donc présent pour apporter son soutien aux premierEs concernéEs. Il soutient les revendications suivantes :

- pour l'égalité des droits de toutes et tous et la régularisation des sans-papiers ;
 - pour la fermeture des centres de rétention, l'abolition du dispositif européen Frontex et la liberté de circulation ;
 - pour le logement de toutes et tous les sans-abris, avec et sans papiers, l'application de la loi de réquisition et l'abrogation de la loi Kasbarian-Bergé ;
 - pour l'accès de toutes et tous à la santé et à l'école ;
 - pour l'abrogation de la loi Darmanin, de toutes les lois racistes, du pacte migratoire européen et du règlement Dublin ;
 - pour la solidarité internationale avec tous les peuples en lutte pour la justice, la liberté, l'égalité et la fin du colonialisme de la Palestine au Sahel en passant par le Liban, de la Kanaky à la Martinique en passant par Mayotte.
- Où que l'on soit néE, solidarité!
Commission nationale immigration et antiracisme

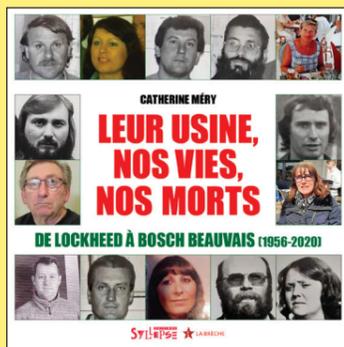
Culture

AUTOUR D'UN LIVRE

Leur usine, nos vies, nos morts

À Beauvais, le 12 décembre 2024, c'est l'histoire d'une petite usine devenue grande, puis démantelée puis vendue puis revendue au gré des intérêts patronaux, et l'histoire des luttes ouvrières de ces entreprises qui était évoquée lors d'une réunion avec 70 personnes.

Elle a pu se tenir grâce à la volonté de notre camarade Catherine Méry et à son travail pour écrire : *Leur usine, nos vies, nos morts*. De Lockheed à Bosch, Beauvais (1956-2020). Ce travail rend compte des mobilisations ouvrières, des tracts, des journaux par exemple *La Taupe Rouge sans frein*, bulletin du groupe taupe Lockheed.



Des ouvrierEs soumisEs à l'amiante

Un peu d'histoire : Lockheed, cette petite usine (300 salariéEs) a été créée à Beauvais en 1957. En 1961, l'usine est vendue à DBA (Ducellier-Bendix-Air équipement). Puis en 1983, DBA devient Bendix France. En 1993, l'usine devient Allied Signal, un système de freinage. En 1996, l'usine devient Société Bosch Braking Système avec 700 salariéEs. En 2010, l'usine ferme. Les 350 salariéEs restants ont subi un plan social. Maître Barbara Vrillac était présente à la réunion du 12 décembre. Elle a défendu les ouvriers et ouvrières et notamment lorsque le danger de l'amiante a été dénoncé. Elle a expliqué les manœuvres des patrons pour que le préjudice d'anxiété ne soit pas pris en compte. Ils ont échoué après des années de manœuvres dilatoires visant à minimiser la dangerosité de l'amiante puis en rendant difficile tout versement.

Les salariéEs mobiliséEs à l'échelle internationale

La nécessité d'une solidarité internationaliste concrète a également été importante à l'occasion des soulèvements ouvriers en Pologne en 1980. Syndicalistes CFDT de la FEN, militantEs du parti socialiste, de la LCR et des personnalités du monde associatif sont à l'origine d'un comité « Solidarité avec Solidarité ». Au cours de son intervention Yves Berthault a abordé la force de la solidarité et l'importance d'aller en Pologne. La solidarité a eu une autre orientation avec la lutte des Lip et les soutiens qui venaient des usines et notamment de l'usine Bosch. Enfin Jacotte, professeur d'arts plastiques, a créé en 1975 une banderole de 20 mètres retraçant la lutte des camarades. Pour finir, un peu de pub militante : vous pourrez trouver le livre de Catherine à la librairie la Brèche.

Richard

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, Métro Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

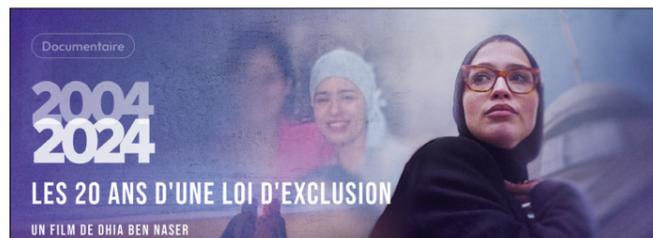
Le 15 mars 2004, la loi interdisant le port de signes religieux « ostensibles » dans les écoles publiques est instaurée, adoptée par les parlementaires français à une très large majorité, dépassant tous les clivages politiques. En réalité, les débats, polémiques et exclusions scolaires qui ont eu lieu avant, pendant et après le vote de cette loi ne porteront que sur le port du foulard, visant ainsi expressément les jeunes femmes de confession musulmane au nom d'une nouvelle « laïcité ».

La parole aux premières concernées

Deux décennies plus tard, dans son documentaire le réalisateur Dhia Ben Naser met en perspective la notion de laïcité avec les obsessions françaises sur les tenues vestimentaires des femmes musulmanes (burqa, burkini, hijab de sport et plus récemment l'abaya) en donnant la parole aux premières concernées, qu'elles soient militantes, universitaires ou simples citoyennes.

CINÉMA 2004-2024, les 20 ans d'une loi d'exclusion, de Dhia Ben Naser

Documentaire français, durée 1h08 min, sortie mai 2024.



Loin des débats télévisés virulents, anxigènes et stériles, ce documentaire nous propose une heure pour aborder cette question sous un angle radicalement différent. Les femmes interviewées ont l'espace pour décrire à la fois leurs ressentis, leurs visions et leurs expériences au sein de la société française. Face à ces témoignages, nous prenons conscience des violences quotidiennes subies dont la société et l'État sont à l'origine

et qu'ils alimentent régulièrement. Il est sans cesse demandé à ces femmes de choisir entre leur foulard et un métier, un sport ou une formation, etc. Sous peine d'être la cible de remarques, d'humiliations voire d'agressions.

Stratégies et action collective

Les femmes qui témoignent dans ce documentaire ont réussi à se construire malgré ou contre cette violence. Payant le prix fort, elles

résistent par diverses stratégies, parfois par l'action collective. Ainsi les militantes de Lallab, une association féministe antiraciste, défendent la place des femmes musulmanes dans la société, avec une approche intersectionnelle. Le Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE) a, lui, pris la relève du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dissous en 2020 par Macron, dans la droite ligne des politiques sécuritaires et islamophobes pratiquées depuis 20 ans.

Espérons que la prise de conscience collective du vécu des femmes musulmanes en France porte à agir contre l'islamophobie. Un film à voir sur : <https://20042024movie.com/> Sarah, Nawal, Françoise et Frédérique

SÉRIE La Mesías, de Javier Ambrossi et Javier Calvo

Série espagnole en 7 épisodes de 60 à 77 minutes, disponible sur arte.tv jusqu'au 14 novembre 2025.

La Mesías (« La Messie » en espagnol) est une série troublante et profondément attachante. Au centre d'une famille dysfonctionnelle, la jeune Montserrat, deux enfants, se débat face aux difficultés de la vie, le plus souvent avec maladresse, et presque toujours en vain. Jusqu'à ce qu'elle rencontre Dieu. Elle sera la messie...

Une lutte pour la liberté

De cette famille toxique, Enric et Irene (formidables Macarena García et Roger Casamajor) se sont échappés, à des moments et dans des conditions différentes, et vivent leur vie lorsqu'ils sont rattrapés par le succès viral, sidéral, d'une chanson du groupe Stella Maris, qu'ils reconnaissent comme étant constitué de leurs jeunes sœurs. Ils entrent alors dans la tourmente, chacun pour soi puis ensemble, pris en tenaille entre l'envie — la nécessité impérieuse ! — de se protéger, de se préserver de l'influence ravageuse de leur maman, et l'urgent sentiment de devoir extirper leurs sœurs de son emprise — et ils savent de quoi il s'agit.

Et dieu dans tout ça ?

Irene et Enric, après bien des hésitations, malgré le danger qu'ils savent courir de manière imminente, finissent par monter à l'assaut du système sectaire incarné par leur mère et son inquiétant compagnon. Si celui-ci paraît totalement délirant, il ne semble pas inutile de signaler son ancrage dans la société espagnole d'hier, voire d'avant-hier. En effet, le mari — le gourou — de Montserrat, et sa sœur qu'il fait venir afin d'encadrer la communauté cloîtrée qu'il a fait de sa famille, appartiennent à l'Opus Dei, un organisme religieux né à Barbastro, en Aragon, pas très loin de Montserrat, et largement impliqué, en son temps, dans le soutien à la dictature franquiste (puis dans celui à Pinochet au Chili).

Leur quête ne sera pas sans conséquences sur eux, les amenant à reconsidérer la place de la spiritualité, voire d'une certaine religiosité dans leur vie. Ainsi, la désorientation d'Enric le conduit — presque naturellement, non sans une certaine ironie — à s'approcher d'un des groupes sectaires qui prospèrent sur la sierra puis à chercher plus loin l'apaisement — le salut ? Quant à Irene, de loin la plus solide, elle doit à son volontarisme de ne pas céder aux tortueuses pressions de sa mère sanctifiant les vertus de la famille unie dans la joie... Pour autant, on la sent finalement sensible à l'influence de Cécilia, sa jeune sœur, qui réclame de

pouvoir préserver en elle la part authentique d'une foi libérée de l'emprise maternelle.

Une esthétique puissante !

La musique, omniprésente, qui sert de support à l'entreprise de sauvegarde du monde mise en œuvre par Montserrat, une esthétique léchée qui met en œuvre des visages à la puissance extraordinaire — dont tant d'enfants à l'expression magnifique et à la beauté singulière — et des costumes, des personnages à part entière en eux-mêmes, des décors extérieurs incarnant à la fois la force, la majesté de la nature et sa possible extension surnaturelle — Montserrat, la sierra, qui

est l'écrin d'un sanctuaire catholique spectaculaire et accueille nombre de groupes d'ufologues et de sectes millénaristes, est aussi le prénom de la mère ! — concourent à faire de *La Mesías* une œuvre d'art totale, superbe et bouleversante.

Claude Moro



DOCUMENTAIRE Les Veilleurs, vigies autour des frontières, de Taina Tervonen

Éditions Marchialy, 2024, 200 pages, 20 euros.

Par milliers, des migrantEs, des enfants, des femmes, des hommes, risquent leur vie pour tenter de rejoindre l'Europe sur des embarcations de fortune. Nombre d'entre eux périssent en mer, disparaissent, dans une sorte d'indifférence résignée. À leurs côtés, les veilleurs...

Sur les doigts de la main

Ils et elles sont cinq, ceux dont parle Taina Tervonen : Marie Dupont, Saliou, Hervé, Maria et Marie Cosnay¹. Elles et ils ne sont pas une organisation, pas même un réseau, n'avaient pas vocation à devenir les veilleurs, le sont devenuEs un peu par hasard, au gré d'une rencontre ou d'un événement... ChacunE à sa façon, ils et elles accompagnent les migrantEs dans leur tentative de passage — accompagnant les embarcations en direct au téléphone ! — ou leurs proches dans leurs recherches, longues et fastidieuses, en cas de disparition.



En notre nom

Au contraire des gouvernants d'une l'Europe forteresse, qui font tout pour barrer leurs routes, pour renforcer les obstacles à la migration, entraînant des passages souvent mortels, faisant de la Méditerranée, de la Manche, de l'Atlantique autant de cimetières, ces quelques personnes qui se consacrent corps et âme au soutien à ces causes perdues

le font en notre nom, aurions-nous envie de dire ! En toute discrétion, anonymes, ils et elles consacrent toute leur énergie à se tenir aux côtés de celles et ceux que le monde abandonne, alors que leur perspective est simplement celle d'une vie meilleure, et/ou à aider les proches et les familles des disparuEs à remonter le fil des naufrages, à tenter sans relâche de restituer à ces personnes un nom, un lieu, une histoire, à leur rendre la dignité, à leur permettre le deuil, à les restaurer dans leur humanité.

Taina Tervonen offre une part de lumière à ces amiEs, à ces camarades, qui agissent dans l'ombre, avec la discrétion, l'humilité et le profond respect qui s'imposent et font de son livre un témoignage essentiel.

Vincent Gibelin

1 — Déjà évoquée dans nos colonnes : <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/des-iles-mer-dalboran-2023-de-marie-cosnay>

SOUSCRIPTION Un parti utile pour changer le monde...



Changer le monde ou du moins résister aux vents mauvais, tel est l'objectif maintenu du NPA-l'Anticapitaliste, fidèle à ses idéaux, dans un monde de plus en plus soumis à la dictature du profit, de l'impérialisme et des guerres. Nous avons plus que jamais besoin d'un outil et d'un espace pour échanger, lutter, élaborer, se former dans une perspective internationaliste et révolutionnaire. C'est pourquoi nous vous invitons à nous soutenir et à soutenir notre projet d'achat d'un local...

Décrédibilisés par 40 ans de néolibéralisme, partout les régimes bourgeois « démocratiques » se décomposent et se raidissent à la fois pour survivre.

Trump, Milei, Meloni...

Ploutocratie, idiocratie, complotisme, masculinisme, extractiviste, raciste, libertarien : le règne à venir de Trump est la forme extrême d'un libéralisme devenu autoritaire qui tend vers le fascisme. Colonialiste et génocidaire, l'État israélien a définitivement montré le vrai visage du projet sioniste, bien loin de la fameuse « seule démocratie du Moyen-Orient ». En Argentine, le savant fou Milei tente la pure expérience libertarienne. Au Brésil, les bolsonaristes sont en embuscade. En Corée du Sud, un président aux abois échoue à mettre en place la loi martiale. En Italie, Meloni avance tranquillement ses pions. En Allemagne, l'AfD croît sans cesse. En France, le macronisme a repoussé les frontières de la violence politique, institutionnelle, judiciaire et policière. Le RN, déjà presque chez lui, est aux portes du pouvoir.

De l'abîme aux résistances

Pris au piège de ses contradictions et fondamentalement destructeur, le mode de production capitaliste nous emporte un peu plus chaque jour vers l'abîme social, démocratique et écologique. Il y a urgence à organiser et rassembler notre camp social face au danger de l'extrême droite. De la base du mouvement jusqu'au sommet de toutes les organisations, nous avons besoin d'unité et de radicalité, d'une gauche de combat. Malgré les difficultés, des mobilisations sociales ont montré cette année qu'il existe des ressources pour mettre en mouvement notre classe.

Le mouvement de soutien au peuple palestinien, pourtant enseveli sous un tombereau de répression et de dénigrement raciste, a montré la vivacité d'une partie du prolétariat racisé. À cette occasion, de douloureuses mais nécessaires démarcations se sont dessinées dans « la gauche » sur la question du racisme. Dans les bien mal nommés « territoires d'outre-mer », et tout particulièrement en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, les peuples se sont battus contre leurs conditions de vie indignes et la négation de leur droit à disposer d'eux-mêmes. À cette occasion, preuve a de nouveau été faite du caractère colonial de l'État français.

Les luttes contre les grands projets inutiles ont continué et sont en passe de faire basculer l'opinion. De l'A69 dans le Tarn aux mégabassines, notre force c'est le collectif.

Enfin, malgré les difficultés à structurer des collectifs militants pérennes, la constitution éclair du NFP, la campagne militante qui en a découlée et le succès électoral inattendu lors des élections législatives anticipées de juin dernier ont permis de faire barrage immédiat à l'extrême droite.

Aider le NPA-l'Anticapitaliste

Dans ce maëlstrom, le NPA-l'Anticapitaliste tente de tenir le cap. Le NPA-l'Anticapitaliste défend le droit irréductible des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris par la force armée. Le NPA-l'Anticapitaliste lutte contre le patriarcat et toutes ses manifestations, y compris en son sein. Le NPA-l'Anticapitaliste considère légitime la révolte des quartiers contre les violences policières. Le NPA-l'Anticapitaliste assume ses positions antisionistes et ne se laissera pas intimider par les accusations d'antisémitisme et d'apologie du terrorisme. Le NPA-l'Anticapitaliste soutient

les actions des militants écologistes, ce ne sont pas des écoterroristes. Le NPA-l'Anticapitaliste se mobilise pour unifier les luttes contre les licenciements. Le NPA-l'Anticapitaliste ne refuse pas les alliances électorales qui mobilisent largement dans l'intérêt immédiat et à long terme des travailleurEs.

À sa modeste échelle, unitaire et révolutionnaire, sur tous les fronts, le NPA-l'Anticapitaliste se veut utile au mouvement social. Ses militantEs et sympathisantEs sont également porteurs d'un projet de société démocratique et émancipateur et déclinent leur stratégie en promouvant la création de contre-pouvoirs aptes à lutter immédiatement contre la régression sociale, écologique et démocratique, à imposer des avancées et à devenir des pouvoirs démocratiques.

Nous voulons continuer à porter une politique anticapitaliste, écologique, féministe et antiraciste. Nous voulons continuer à incarner au sein de la gauche radicale

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !



Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°162 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion.presse@npa2009.org

POUR FAIRE UN DON, C'EST ICI :

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>



Ou envoyer un chèque à l'ordre de AFANPA, à NPA, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Avec toujours la réduction fiscale de 66% du montant de votre don pour ceux qui paient des impôts !